

comme tous ceux qui avoient les seigneurs, a en l'avantage d'être partagé par portions considérables à des favoris des administrations d'autrefois, et qu'aujourd'hui ces gros seigneurs attendent que les labours et les peines des colons qui défrichent les terres voisines des leurs, aient donné assez de valeur à leurs propriétés pour les vendre au prix de deux ou trois fois le double de celui du gouvernement. C'est encore là une plaie qu'on a déjà signalée à nos législateurs, et il est à présent nécessaire qu'ils y apportent de prompts remèdes, car le mal en devenant de plus en plus évident semble par cela même empirer et aggraver ceux qui sont en moyen de y remédier.

D'après un bill de la dernière session de la législature, un bureau d'enregistrement devait s'ouvrir à Tring, au mois de juillet passé, pour cette partie du comté de Mégantic que je viens de faire connaître, mais nous ne savons si on est allé chercher ce nouveau registraire aux antipodes, ou si on attend son âge de majorité pour nous l'envoyer; toujours est-il que depuis plus de trois mois qu'on nous a informé de sa nomination, il n'a pas encore fait acte d'apparition à son nouveau poste, au grand désappointement d'une foule d'intéressés. Un des employés du bureau des postes est venu nous faire avertir l'autonomie dernier qu'un bureau de poste allait être fixé à Tring, mais nous n'avons cru qu'à demi à ses paroles, et je crois que nous avons eu raison.

Puissent, monsieur le rédacteur, ces renseignements, tout mal donnés qu'ils sont, engager plusieurs de nos vigoureux jeunes gens à abandonner les projets d'aller chercher fortune à l'étranger, voire même d'aller se charger d'or à la Californie; puissent-ils porter ces ouvriers désœuvrés de nos villes, à aller chercher l'aisance et la tranquillité sur des terres dans nos townships; puissent-ils enfin porter nos législateurs à adopter promptement des mesures qui pourront réaliser de si belles espérances. Tels sont les vœux de votre tout dévoué serviteur

M. T.

Tring, Mégantic, 13 mars 1850.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 9 AVRIL 1850.

Le Witness contre nos établissements religieux.

Nos Corporations Ecclésiastiques préoccupent à l'extrême le *Witness*; il y voit la source d'un mal véritablement le plus grand danger qui doive menacer le bien-être politique et social du Canada. Aussi, il fait jouer, sans relâche, contre ces Institutions son terrible *belier*, dont la dure et imbécile tête est armée de l'innocence des préjugés et en fin des plus colossales représentations.

A tout cela se joint, nous en convenons, un certain degré de ruse, bien que malhonnête, mais cette ruse même dégénère en *paute niveté*. Allons vite au but!

Comme il y a dans le Canada beaucoup de Corporations Protestantes, le *Witness* fait en sorte que ses arguments ne leur nuisent pas. Pour cela il s'efforce de prouver que les Corporations et Fondations (*Endowments*) Catholiques sont beaucoup plus dangereuses à l'Etat que les Corporations Protestantes, à cause, dit-il, de l'unité dont se vante l'Eglise Catholique, unité qui fait que dans une *conflict* avec les intérêts ou la liberté publiques, chaque *corps*, appartenant à ces Corporations apporte sa part d'influence à l'unique pouvoir central qui dispute pour la puissance. Comme ceci semblerait s'il n'était aussi évidemment et honteusement mensonger que les faits le prouvent.

Quand le Gouvernement ent des transactions à régler avec le Séminaire de Montréal, est-ce qu'il ne traite pas avec le *Sém.* sans que toutes les Corporations du pays se mélangent du différend? Est-ce que Lord Durham et, après lui, Lord Sydenham et le Conseil Spécial eurent alors quelque chose à

démêler avec le pontifical central de l'Eglise? Quand, à une époque toute récente, les Cours de justice prononcèrent, si nous sommes bien informé, un jugement qui privait les Ursulines de Québec de certains droits très-importants par elles réclamés, est-ce que le Pape et les Evêques et toutes les Corporations ecclésiastiques prirent part dans le procès? Le *Witness* est invité à répondre, et s'il ne le fait, il aura acquis devant le public un nouveau droit à la qualification de *faux Witness*, qu'il a déjà si justement méritée.

Veilà pour la ruse de notre confrère; mais sa *nécessité* mérite tout autant d'être notée. Nous citons textuellement: après le passage cité ci-dessus en italique, la feuille s'exprime ainsi:

« Mais le cas n'est pas du tout semblable pour les corps Protestants. Ils ne sont pas seulement tout-à-fait séparés dans leurs intérêts, mais sont plusieurs rapportés en antagonisme l'un avec l'autre. Conséquemment, leurs dotations ne peuvent pas être centralisées comme celles de l'Eglise de Rome. Mais ce n'est pas tout: aucune d'entre elles ne possède la propriété de la propriété, et par conséquent, les pouvoirs ne sont pas dans la main d'un seul individu, et c'est bien là le cas pour les Eglises Protestantes, quel que soit le parti de l'Etat, elles sont abandonnées à tous les intérêts personnels. Mais il n'en est pas de tout aussi de l'Eglise de Rome. Ce corps est sûr, tout ou tard, d'être au pouvoir pour un moment égal à l'éternité d'un pape ou d'un évêque, etc. »

Il résulte évidemment de tout ce passage que l'unité Catholique devient un grief sérieux sous la plume de l'Editeur du *Witness*, parce qu'elle est à ses yeux une organisation bien supérieure à la division et aux fractionnements hostiles les uns envers les autres des nombreuses sectes séparées de l'Eglise. Mais ce grief fait précisément la gloire du catholicisme et dénote son origine divine, tandis que le manque d'unité et l'antagonisme qui règnent parmi les sectes hérétiques, prouvent qu'elles sont l'œuvre de l'homme. Il s'agit bien étrange que le catholicisme ait été précisément à raison du cachet divin que portent ses institutions. Vraiment, le *Witness* est mal jusqu'à en être bête en émettant de si ridicules prétentions. Il est tout-à-fait à assimiler à cette portion de nos concubinaires qui l'été dernier, persécutèrent et voulurent expulser un de leurs confrères parce qu'il était plus habile qu'eux.

Mais de la *nécessité*, le *Witness* passe à des faussetés grossières et perfides. Il dénature l'enseignement catholique sur les Bonnes Œuvres; il représente le Catholique montant comme étant enseignant que, quelle qu'il ait sa vie, s'il donne beaucoup à l'Eglise il sera sauvé. (*Papery... assures him of... the efficacy of liberal donations to the church... "No matter what his life has been, if he only have faith, not in Christ, but in penances, sacraments and good works."*)

On ne sait trop à quels sentiments donner cours après de si étranges avancées: la pitié et le mépris sont probablement ceux qui conviennent le mieux. L'Eglise Catholique enseigne que les mérites du Christ sont l'unique principe de toute justification. Il n'y a qu'une ignorance ou une mauvaise foi disgracieuse qui puisse représenter son enseignement comme le fait le journal que ne réfutons. Toute la différence entre nous et nos frères séparés, c'est que ceux-ci croient que la *Foi seule* suffit pour sauver, tandis que nous, nous croyons qu'à la *Foi* il faut joindre les œuvres. Nos frères séparés aplanissent et élargissent le chemin du ciel, et nous, nous le parcourons beaucoup plus étroit et plus raboteux. Sans doute que les doctrines catholiques sont le principe de beaucoup plus de bonnes œuvres que le protestantisme. Partout où le Catholicisme pénètre, le sol se hérise d'établissements de bienfaisance, où une charité qui ne se lasse jamais, essuie toutes les larmes, console toutes les peines, et adoucit tous les maux de la pauvre humanité. Mais quelle matière à blâme peut-il y avoir en cela? Cet esprit de bienfaisance est un glorieux appanage du Catholicisme, nous le confessons, et c'est de plus un des témoignages les plus éclatants en faveur de sa divinité; car, « Dieu est charité. *Deus caritas est.* » (St. Jean.)

Par quelle fatalité le *Witness* a-t-il donc été si aveugle que d'avancer que les Etablissements de ses co-religionnaires ne reçoivent pas de dons pieux? N'est-ce pas assez dire que leurs principes n'ont rien de céleste, puisqu'ils éteignent la charité et qu'ils ôtent les entrailles.

Il est essentiel de remarquer que pour être engagé à faire des dons aux établissements de bienfaisance, il suffit d'être *bon*. — Le *Witness* a l'ingénuité de dire que les corps Protestants demeurent sans dotations. Nous le remercions de son aveu; mais il est d'autant plus habile, il en conviendra, de ne pas faire comble le trou, qui, tout en ne voulant que se recommander, découvre son ignominie. — Ainsi les torts de notre confrère ont été saisis par un monsieur laïque dont nous publierons la correspondance un autre jour.

Nous nous sommes réjouis de voir, par le N° de *L'Ordre Social* que nous avons reçu hier après midi, que les Editeurs de cet excellent journal, se sont attaqués avec énergie au *Globe* de Toronto, qui juge bon de prêter son appui au *Witness*.

Réponse à certaines objections faites contre la dernière Lecture de M. Brownson.

La lecture de M. Brownson sur la signification du grand fait de l'existence de l'Eglise en dépit des obstacles qui devaient, humainement parlant, empêcher l'accomplissement, à ce qu'il paraît, de la part de nos frères séparés, des objectifs utiles et que l'on a peine à croire sérieux. — Ces objections se réduisent à ceci: 1° M. Brownson en fait appel à la raison de ses auditeurs à fait une concession au protestantisme; 2° M. Brownson suppose que l'Eglise Catholique se proclame infallible: or ceci n'appartient par aucun décret de ses Conciles. — Un Catholique laïque pulvériser ces deux objections dans l'érit suivant, pour lequel nous lui offrons notre sincère reconnaissance.

M. L'EDITEUR.

Les Catholiques qui ont eu le plaisir d'assister à la lecture de M. Brownson, le 4 courant, ont dû éprouver une véritable satisfaction en entendant l'illustre philosophe prendre la défense de l'Eglise, et soumettre à l'examen de la raison de ses auditeurs une des nombreuses preuves en faveur des droits de l'Eglise Catholique à être reconnue comme le milieu à travers lequel Dieu nous transmet sa Révélation; je veux dire la preuve fondée sur le miracle de l'existence de l'Eglise considérée comme fait historique: miracle de l'amour de Dieu et de sa bonté pour l'homme, tout comme l'existence des Juifs est, aux yeux du chrétien réfléchissant, le miracle de sa colère et de sa justice.

Mais, dit le Protestant, est-ce qu'un Catholique peut faire appel à la raison humaine en faveur de sa religion? Est-ce qu'un Catholique peut virtuellement abandonner la haute prétention de son Eglise à se dire autessus de la raison? Quoi, l'Eglise Catholique n'a-t-elle pas toujours et en tout temps, exigé de ses enfants l'abandon de leur raison, comme étant un guide dangereux et perfide? Comment les puissants sont-ils tombés! Le champion de l'Eglise Catholique, en Amérique, pour recommander à ses auditeurs la cause du Catholicisme, commence par en appeler à leur raison! *Voilà! Voilà! Triomphe!*

Arrêtez, messieurs: ces cris de victoire sont prématurés. Dans son apostrophe à la raison de ses auditeurs, le savant Lecteur n'abandonne pas un iota des prétentions de son Eglise, qui a toujours permis et même demandé à ses enfants l'exercice de leur intelligence, dans une sphère convenable. Car dans la Religion, il y a une place pour l'exercice de la raison, pour que l'esprit de l'homme soit libre; il y a aussi une place pour l'exercice de la foi, où la raison n'a pas droit de s'introduire, afin que l'esprit de l'homme soit soumis à son Créateur.

Et certes, il est facile de voir comment l'Eglise Catholique enseigne ses enfants; comment la foi et la raison ont chacune leur part, dans le grand œuvre de l'initiation de l'homme à la connaissance des choses divines, et comment par l'exercice légitime de ces deux facultés est produit le Croyant, Vrai et Intelligent.

Car, que dit l'Eglise à celui qui recherche sincèrement la vérité, au pécheur qui, convaincu de la nécessité d'une religion, commence à s'adresser cette Grande Question: « Que dois-je faire pour être sauvé? »

Voici ce que lui dit l'Eglise: le suis chargée par le Très-Haut d'enseigner la vérité. C'est à moi que le Seigneur a révélé les paroles de la vie éternelle. — Voici mes lettres de créance: — voici les preuves de ma mission divine. Examinez-les, soumettez-les à la discussion la plus stricte. Par l'exercice de votre raison, donnez-vous la satisfaction de comprendre que j'ai le pouvoir d'enseigner. Mais lorsque par ces moyens, la raison s'est convaincue que j'ai divinement établie pour guider infailliblement dans le sentier de la vérité, alors elle a rempli l'objet pour lequel Dieu l'a destinée; et il ne me reste plus qu'à vous demander une foi implicite et filiale aux doctrines dont j'ai à vous faire part.

« Croyez-moi, parceque vous me croyez divinement établie pour enseigner. »

Ainsi s'adresse l'Eglise à ses enfants. — Elle soumet à leur raison l'examen du droit qu'elle réclame d'être reconnue comme la seule autorité, divinement chargée de promulguer à l'homme la volonté de Dieu. Mais, pour ses enseignements, pour ses dogmes, elle ne les soumet qu'à sa seule Foi.

Et en ceci, comme en tout le reste, l'Eglise suit l'exemple de son Divin Fondateur. Comme le raconte l'évangéliste St. Jean, c. v. v. 36, il en appelle aux miracles qu'il a opérés au milieu d'eux, quand il demande aux Juifs de confesser la Divinité de sa mission. Mais lorsqu'il promulgue ses doctrines, comment il parle différemment! « Amen, amen, dis-voilà! » — En vérité, en vérité, je vous le dis. Croyez-moi parceque vous croyez que je suis divinement autorisé à enseigner.

Ainsi, par l'exercice de la raison, on parvient à la connaissance de l'Eglise, et par l'exercice de la foi, on adhère à ses dogmes.

(Il n'est pas nécessaire d'observer que la connaissance de l'Eglise par l'exercice de la raison ne regarde pas ceux qui sont nés, baptisés et élevés dans son sein, mais l'homme sans foi qui veut savoir où se trouve la véritable Eglise.)

Le procédé tout contraire à celui-ci forme le Protestant. Pour lui, ne voulant reconnaître de dogmes qu'après les avoir soumis à sa raison, il professe d'être membre de cette Eglise ou société dont les opinions s'accordent plus étroitement avec les siennes.

Mais, pourra-t-on demander quelque jour, l'Eglise Catholique réclame-t-elle le privilège de l'Infaillibilité? A cette question (qui n'en est pas une pour un catholique) la réponse est facile. Dans ses symboles, dont l'acceptation est exigée de tous ses enfants, l'Eglise nous fait dire: « *Credo Unam, Sanctam, Catholicam et Apostolicam Ecclesiam.* » Je crois à l'Eglise Une, Sainte, Catholique et Apostolique.

Qu'est-ce qu'enseigne l'Eglise, et qu'est-ce que le Catholique fait profession de croire, par cet article du Symbole? Assurément, ce doit être quelque chose de plus que la croyance de l'existence de l'Eglise comme fait historique. En effet, il en croit tout autant de la Mosquée, de la Synagogue, du Conventicle et de l'Académie.

Le Catholique témoigne de sa croyance dans quelque chose de plus que cela. Indubitablement, il fait profession de croire dans l'enseignement de cette Eglise dont il a reconnu l'existence. Mais une croyance sans réserve, n'implique-t-elle pas l'adhésion à la plus explicite de foi en l'Infaillibilité de l'Eglise? Ou bien, peut-il se concevoir qu'une Eglise ait la prétention d'exiger la croyance de ses enfants dans son enseignement, sans réclamer aussi le privilège de l'Infaillibilité?

Donc, ce n'est qu'en argumentant de sa mission divine et de son privilège d'Infaillibilité, que l'Eglise Catholique exige de la part de ses enfants une foi absolue dans son enseignement. — Une fois qu'il a y conviction rationnelle de la justice de ses prétentions, il n'y a plus lieu à l'exercice de la raison. Mais s'humiliant devant des mystères trop élevés pour son intelligence, le catholique s'abandonne sans réserve et avec une amouruse confiance, à l'enseignement de cette Eglise qui peut seule le conduire à la vie éternelle. — de cette Eglise dont « les voies sont belles, et tous les sentiers pleins de paix. » (Prov. c. III. v. 17.)

UN LAÏQUE.

BULLETIN.

Préjugés de la presse. — Pension de retraite. — Réformes politiques. — Notre acte constitutionnel. — Intérêts locaux. — Immigration de cette année.

Le bon citoyen, le lecteur judicieux, s'attristerait toujours de ce que certains organes politiques de cette même presse qui a pour but avoué de combattre ou de prévenir les erreurs populaires, s'efforcent ou de les susciter ou de les propager au milieu de nous. On a déjà vu, il y a peu de temps, qu'un nombre des moyens de censure auxquels n'ont cessé de recourir des feuilles qui essaient de discréditer à la fois le gouvernement et le ministère du jour, ont été les pensions de retraite payées, à même les deniers provinciaux, à des fonctionnaires invalides ou aux veuves d'hommes éminents dont le pays a jugé convenable de reconnaître le mérite et les services par de tels gages de sa gratitude et de sa libéralité. Cependant, si dans ce fait il pouvait y avoir matière à censure, ce n'était ni le chef du gouvernement actuel, ni l'administration, qu'il était à propos de blâmer; les critiques devaient s'adresser en ce cas à la législature qui avait successivement voté ces pensions, à différentes époques bien antérieures à l'avènement au pouvoir des membres de notre présent cabinet. Le tout se réduisait donc à faire remarquer au pays qu'il avait eu grandement tort de récompenser le mérite et les services. Mais l'administration canadienne de 1850, attaquée pour des actes auxquels elle n'avait eu ni le droit ni l'occasion de participer, était sans fondement, et ses ennemis en appelaient contre elle au préjugé populaire. Autant pour un premier exemple.

Le mécontentement, réel ou affecté, des organes de l'opposition canadienne sur le chapitre de nos institutions, a aussi induit, presque dans le même temps, l'un d'eux, à reprocher au conseil de ville l'octroi de quelques indemnités à des citoyens de Montréal qui avaient éprouvé des pertes dans les émeutes de 1849. Ici encore le Conseil de Ville n'était coupable que d'avoir exécuté à la lettre un des *provisos* de son acte d'incorporation qui permet des indemnités de ce genre. Mais cette disposition légale au lieu d'être le sujet d'une discussion réglée, ne fut pas même révélée à ceux qui pouvaient en ignorer l'existence; peut-être aussi l'écrivain censuré l'ignorait-il lui-même. Il n'y avait pas moins dans cette dénonciation étrange un moyen aussi bon qu'un autre de créer un préjugé populaire en faveur d'une tendance bien connue.

En faisant usage de cette tactique ou de ses analogues, il importait de ne pas dire que le moyen le plus simple et le plus sûr de remédier aux défauts de notre législation est de recourir à la législature qui, ayant adopté des lois, a le pouvoir de les amender; aussi n'en a-t-on jamais dit un mot. Il demeure évident néanmoins que le peuple, législateur pour lui-même par l'entremise de ses représentants, ne doit ni ne peut prendre pour des griefs contre les institutions existantes, des inconvénients auxquels lui seul pourrait appliquer un correctif salutaire.

Il en est de même des autres réformes, même de la réduction de salaires du gouverneur et des juges, sur lesquels notre législature a également contrôle. Cela est vrai, parce que cela est énoncé dans notre acte consti-

tutionnel. Et s'il est vrai que cela soit énoncé dans notre acte constitutionnel, il s'ensuit que nous sommes les maîtres de régler à notre satisfaction ce point de même que les autres dont il a été question; mais il n'en résulte pas que l'annexion de cette province aux Etats-Unis pût ajouter le moins possible à ce privilège.

Nous avons résolu d'émettre les réflexions qui précèdent par addition à la *revue* et aux extraits destinés à ce Bulletin, lorsque le *Canadian* du 3 est venu nous mettre en possession d'un article qui les confirme pleinement et que nous nous empressons de citer, du moins pour sa partie essentielle:

« Dans une assemblée de réformistes qui s'est tenue le 22 mars dans le village de Brooklyn (comté de York), il a été adopté une série de 17 résolutions parmi lesquelles sont les suivantes:

« 7. Que la disposition de l'acte constitutionnel par laquelle soixante-et-quinze mille livres du revenu provincial sont octroyées en permanence comme partie de la liste civile, et soustraites au contrôle du peuple, est incompatible avec tout principe de gouvernement responsable et de liberté constitutionnelle, et nous sollicitons avec instance le rappel immédiat de cette disposition que nous considérons comme étant à la fois inconstitutionnelle et injuste. »

Beaucoup de personnes croient, ou affectent de croire, que la liste civile est soustraite au contrôle de la législature provinciale, et l'on pousse la mauvaise foi jusqu'à en faire un motif pour demander l'annexion du Canada aux Etats-Unis, comme si, en supposant même que l'acte constitutionnel contint une telle disposition, il n'était pas plus facile d'en obtenir le rappel que l'annexion qu'on sait bien ne devoir pas obtenir; mais pour se convaincre que c'est là une croyance erronée, il suffit de lire l'acte constitutionnel lui-même. Cet acte dit, en effet, art. 53:

« Et qu'il soit statué que, jusqu'à ce qu'ils aient été changés par quelque acte de la législature de la province du Canada, les salaires du gouverneur et des juges seront ceux marqués contre leurs offices respectifs dans la dite cédule; mais qu'il sera loisible au gouverneur d'abolir aucun des offices nommés dans la dite cédule B, ou de changer les sommes affectées à aucun des services ou objets nommés dans la dite cédule B, etc., etc. »

Lord John Russell, dans son discours du 8 février parlant de la Charte anglaise où la liste civile a été récemment un sujet de difficultés entre le gouvernement et la législation coloniale, a dit:

« Le salaire du gouverneur est maintenant fixé à £5,000 par an. C'est une question pour la colonie de considérer si ces £5,000 sont trop, et c'est à la colonie à le décider. Si j'étais habitant de la colonie, je serais disposé à dire qu'il vaut beaucoup mieux donner au gouverneur un salaire honnête et suffisant, parce que les colons seraient plus dans le cas d'obtenir une personne de capacité pour se charger de leurs affaires. Mais une chose est claire, c'est que, comme c'est une contribution à même les fonds de la Guinée anglaise, c'est aux habitants de la Guinée anglaise à en régler le montant. »

Voilà le vrai principe sur cette matière, établi et proclamé par le premier ministre de la couronne.

Il ne faut pas douter qu'entre les spéculations politiques dont s'occupe la presse, celles qui ne sont entrées que sur les erreurs qu'elles mettent en circulation, ou, ce qui est pis encore, sur la perversion des principes du gouvernement et de l'ordre social, soient avantagées par les lacunes, ajoutées plus que jamais, par des théories utiles comme le seraient, par exemple, des encouragements à l'industrie locale, au soutien de nos écoles communales, et à la culture mieux entendue du sol. Les systèmes de liberté le plus à la mode et l'intérêt même du progrès philosophique, sont, pour un peuple nouveau, bien au-dessous du besoin pressant de s'instruire et de se conserver, au point de vue matériel.

Quel Canadien n'approuverait ce sentiment en présence du flot croissant de l'émigration qui cette année encore plus que les précédentes, va couvrir nos rivages?

« Il y a toute probabilité, dit le *Packet* de Bytown auquel nous empruntons ce passage, que le courant de l'émigration de la Grande-Bretagne et d'Irlande, sera cette année plus considérable que de coutume. Avec cette perspective, il devient impérieusement nécessaire de prendre les moyens de faire accueilli aux immigrants et de les établir pour les mettre en état de se rendre utiles au pays. Si l'on sait s'y prendre, les immigrants pourront être avantageusement employés d'une manière permanente, et le pays tirera parti du développement d'une population industrielle et productive. »

Lectures de M. Brownson.

Le public se rappellera que c'est ce soir que M. Brownson donnera sa seconde lecture. Le sujet sera: La vraie et la fausse liberté. La troisième Lecture aura lieu jeudi soir, sur le socialisme et la quatrième mardi prochain sur la liberté religieuse.

Communauté Paschale des infirmes de Ville-Marie.

Nous avons été singulièrement touché, ce matin, du spectacle de foi qui offrit l'Eglise cathédrale. A cinq heures, elle était remplie de pieux fidèles, qui entendaient la messe pour leurs frères infirmes à qui l'on se préparait à porter la Sainte Communion pour leurs Pâques. Vers les cinq heures et demie, elle retentissait des prières qui se faisaient pour conjurer Notre Seigneur de sortir de son tabernacle, et de visiter ceux qu'il aime aujourd'hui, comme il aimait autrefois Lazaire. Monseigneur l'Evêque de Montréal, prosterné aux pieds de l'autel, invitait ce bon père à aller

dominait malgré vous. Ajoutez à cela que n'ayant pas d'enfants, s'étant mariée fort âgée elle pouvait beaucoup pour une famille qui avait besoin de beaucoup de choses. Mme W... tremblait donc devant elle, et avouons-le, rien n'était si facile que de faire trembler. Mme W... Or, cette femme imposante était une fervente et surtout une savante protestante. Elle haïssait le catholicisme et le combattait de toutes ses forces. Le nom d'un ordre religieux lui faisait perdre toute la majesté de son calme, et oubliant la dignité de ses attitudes, elle s'agitait, élevait la voix jusqu'à ce que, étouffant la parole hardie qui osait défendre ces asiles ouverts à la superstition, elle eût pu croire, au silence qu'elle avait obtenu, que la tête de l'hydre était enfin coupée. Oh! il fallait céder! M. H... en donnait le premier exemple et pliait avec bonheir sous une puissance qu'il chérissait, car elle possédait d'autres secrets avec lesquels elle savait se faire aimer: aussi, plus jeune qu'elle de vingt ans, ne trouvait-il pas d'occupation plus douce pour son attrayante jeunesse que de contempler la beauté de l'âge mûr de la compagne qu'il s'était choisie.

Mon Dieu, mon Dieu, nous disait la enivrante Mme H..., elle va aider mon mari contre moi! elle va nous forcer à retirer nos enfants du Sacré-Cœur; elle va mettre entre les mains de mes filles tous les vilains livres qui sont là sur la table et que tout le monde peut, mais ne doit pas ouvrir. En effet, il faut le dire, Mme H... s'effrayait et si sévère, n'y regardait pas de si près: s'effrayait pas facilement

quand il s'agissait de salir les prêtres ou les ordres religieux, et, en haine des Jésuites, je crois bien qu'elle n'eût pas reculé devant Eugène Sue ni fait reculer ses nièces.

D'où lui venait donc le secours, à cette pauvre mère qui craignait pour ses enfants, qui tremblait pour sa foi malsaine? D'où? Du côté même vers lequel elle osait le moins se tourner; mais en tout ceci l'on voyait vraiment la grâce se jouer dans cet œuvre de salut à laquelle elle se complaisait: *Dauid in ore terrarum.* Je faisais souvent cette application. Ce fut M. W... qui vint présenter sa philosophie à la philosophie de sa belle-sœur, ses arguments à ses arguments, son esprit à son esprit, sa science à sa science. Dès les premiers moments ils s'élancèrent au combat, et les voilà se poursuivant la Bible à la main. L'une arrangeant tout pour son protestantisme, l'autre réfutant tout, page par page, verset par verset, ligne par ligne, au profit du catholicisme, avec une chaleur, une science, un courage dignes d'un catholique. Ah! Seigneur, il marchera un jour devant ceux qui en portent le nom, celui-là qui défend si bien ce que pleins d'une honteuse indifférence on d'une mauvaise crainte, plus honteuse encore, tant de catholiques de naissance voient souvent si tranquillement attaquer sous leurs yeux, s'en remettant bravement aux femmes pour soutenir ce qu'ils laissent tomber!

A continuer.